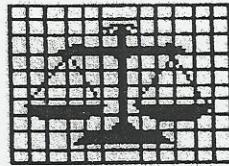


L'OBLIGATION

Études offertes
au
Professeur Paul-Gérard Pougoué

Sous la coordination de :
Pr. François ANOUKAHA
Pr. Alain Didier OLINGA



APRODA



Table des matières

Biographie.....	7
Comité de parrainage.....	17
Conseil scientifique.....	21
Secrétariat de rédaction.....	23
Liste des auteurs	25
Préface : Rencontres	33
1. Obligation, prestations et contre - prestations quotidiennes dans l'Afrique postcoloniale : intelligence socio-anthropologique des formes enchaînées de juridiction dans la structuration du lien social au sein de la société contemporaine camerounaise	37
<i>Par Claude ABÉ</i>	
I. Autour des prestations et contre-prestations quotidiennes : l'enchaînement de l'obligation.....	43
I.1. Sur le terrain introuvable de l'obligation : prestation sans retour et dépense improductive	43
I.2. Don, symbolisme et production de l'obligation à travers les rites d'interaction : lumière sur la juridiction et la sécurisation des transactions entre acteurs sociaux.....	48
II. Don, obligation et subjectivation dans les pratiques de prise en charge des membres de la parentèle aujourd'hui	53
II.1. Sur la famille négro-africaine et sa dynamique fonctionnelle dans les groupes primaires au Cameroun : cadre d'activités symboliques et d'endettement des parents	54
II.2. Prestations et contre-prestations dans les pratiques de prise en charge des parents : s'assumer à travers la relation à l'obligation de rembourser.....	58
Pour conclure : Confiance et sentiment de sécurité	64

2. L'obligation de minimiser le dommage..... 65

Par André AKAM AKAM

I. L'obligation de minimiser le dommage en matière contractuelle	68
A. L'existence de l'obligation de minimiser le dommage dans divers droits	68
1. Les sources de l'obligation de minimiser le dommage	68
2. Le contenu de l'obligation de minimiser le dommage	70
3. Les fondements de l'obligation de minimiser le dommage.....	72
B. La consécration de l'obligation de minimiser le dommage en droit OHADA	76
1. La restriction de l'obligation de minimiser le dommage dans l'Acte uniforme relatif au droit commercial général du 17 avril 1997	76
2. L'extension de l'obligation de minimiser le dommage dans l'Acte uniforme relatif au droit commercial général du 15 décembre 2010	77
II. L'obligation de minimiser le dommage en matière délictuelle	78
A. L'admission de l'obligation de minimiser le dommage dans certains droits....	79
B. La controverse sur l'introduction de l'obligation de minimiser le dommage en matière délictuelle	81

3. L'obligation d'information de l'arbitre en droit OHADA..... 87

Par François ANOUKAHA

I. Le domaine d'application de l'obligation.....	92
A. La limitation actuelle du domaine d'application.....	92
1. L'objet de l'information	92
2. Les destinataires de l'information	95
3. Le temps de l'information	95
B. L'extension souhaitée du domaine d'application.....	96
1. L'extension réalisée par les Centres d'arbitrages.....	96
2. L'extension proposée au législateur OHADA	98
II. La sanction de l'obligation d'information	101
A. Avant le prononcé de la sentence arbitrale	101
1. Dans l'arbitrage ad hoc	101
2. Dans les arbitrages institutionnels.....	102
B. Après le prononcé de la sentence arbitrale.....	104
1. L'irrégularité de la sentence arbitrale	105
2. La responsabilité de l'arbitre	107

4. Réflexions sur l'obligation de bien se comporter dans le procès civil sénégalais 111

Par Patrice Samuel Aristide BADJI

I. Une obligation consacrée	115
A. Une obligation découlant du rôle régulateur du juge	115

Table des matières

a. L'abus du droit d'ester en justice, cause d'intervention du juge de la mise en état.....	115
b. Les modalités d'intervention du juge de la mise en état.....	120
B. Une obligation tirée de l'exigence d'une bonne administration de la justice	122
II. Une obligation à revigorer.....	126
A. Par un devoir de clarté de la part du législateur.....	126
1. Clarté quant à la nature juridique de l'obligation	126
2. Clarté quant à certaines situations juridiques.	129
5. L'obligation dans le processus de formation des contrats publics.....	135
<i>Par Jacques BIAKAN</i>	
I. Une manifestation de la volonté propre aux personnes publiques	138
A. Les éléments nécessaires à la manifestation de la volonté des personnes publiques	138
1. La condition du consensualisme	138
2. La prédominance des règles de compétence	139
B. Les règles relatives à la détermination de l'autorité administrative contractante pour les personnes publiques	139
1. L'État	140
2. Les collectivités territoriales décentralisées et les établissements publics administratifs.....	140
II. Une protection de la volonté adaptée aux personnes publiques.....	141
A. L'application des vices du consentement dans le processus de formation des contrats publics.....	141
1. L'erreur	142
2. Le dol.....	142
3. La violence	143
4. La lésion	143
B. Les conditions de validité du contrat et le principe d'impartialité	144
1. Les conditions de validité du contrat.....	144
a. L'objet du contrat.....	144
b. La cause du contrat.....	145
2. Le principe d'impartialité.....	145
a. L'obligation d'impartialité dans la passation des marchés publics.....	145
b. Les délibérations des conseillers intéressés.....	146
6. Le comportement du transporteur et l'obligation de réparer les dommages survenus en cours de transport.....	149

Par Victor-Emmanuel BOKALLI

I. L'obligation de réparer les dommages corporels indifférente du comportement du transporteur.....	153
A. Le fondement de l'indifférence	154

B. La consécration de l'indifférence	156
1. Dans les transports routiers des passagers	156
2. Dans les transports aériens des passagers	159
II. L'obligation de réparer les dommages aux marchandises influencée par le comportement du transporteur.....	163
A. Le transporteur irrépréhensible exonéré de l'obligation de réparer les dommages aux marchandises.....	163
B. Le transporteur répréhensible tenu à l'obligation de réparer les dommages aux marchandises.....	167

7. L'obligation de coopération dans l'accord de partenariat économique à la lumière de la charte camerounaise des investissements..... 171

Par Justine DIFFO TCHUNKAM

I. L'expression de l'obligation de coopération dans les engagements conventionnels.....	175
A. Le contenu de l'obligation de coopération.....	176
1. Les obligations tacites de coopération	176
2. Les obligations expresses de coopération	178
B. L'étendue de l'obligation de coopération	180
1. Dans la période précontractuelle.....	180
2. Dans la période d'exécution du contrat	181
II. L'adaptation de l'accord de partenariat économique aux impératifs de développement inscrits dans la charte camerounaise des investissements	182
A. Les formes juridiques de la coopération.....	183
1. La mise en œuvre de la coopération industrielle.....	183
2. La mise en œuvre de l'entreprise conjointe internationale.....	187
B. Les garanties juridiques de la coopération internationale	189
1. Obligation de coopération et clause de prévention du litige	190
2. Obligation de coopération et clauses de traitement amiable du litige	193

8. Le laissé pour compte ou l'inexécution de l'obligation de prendre livraison dans le contrat de transport de marchandises 197

Par François Kuassi DECKON

I. Une pratique irréductible à une résolution.....	203
A. La thèse controversée de la résolution.....	204
B. Les faiblesses de la thèse de la résolution	206
II. Une pratique équivalente à une réparation	210
A. Le triomphe du mode de réparation en argent.....	210
B. Le contrôle <i>a posteriori</i> du juge.....	215

Table des matières

9. L'obligation de sécurité de l'employeur en droit camerounais	221
<i>Par Josephine DJUIKOUO</i>	
I. L'affichage d'une obligation de sécurité de moyens	222
A. L'obligation de l'employeur de prévenir les risques professionnels	223
B. L'obligation de l'employeur de respecter les exigences d'une politique d'hygiène et sécurité	230
1. L'obligation de l'employeur d'intégrer les conditions non matérielles de travail au plan de prévention	230
2. L'obligation de l'employeur de rechercher le bien-être des travailleurs	231
II. La sanction de la violation de l'obligation de sécurité par l'employeur	232
A. La sanction civile de l'employeur	233
1. La prise en charge par l'employeur du montant de la majoration	233
2. La réparation intégrale par l'employeur du préjudice subi par le travailleur	234
B. La sanction pénale de l'employeur	234
1. Les peines principales encourues par l'employeur	234
2. Les peines complémentaires encourues par l'employeur	244
10. L'obligation de restitution du corps du délit née de l'infraction de détournement de deniers publics.....	249
<i>Par Guy Blaise DZEUKOU</i>	
I. Une mise en œuvre spécifique	256
A. Modalités de la restitution	257
B. Effets de la restitution	260
II. Une nature et un fondement ambigus	266
A. Inévitables questionnements	267
B. Réponses indécises	271
11. Contractual Obligations : from a Common Law Perspective.....	275
<i>By Andrew EWANG SONE</i>	
1. The Law of Obligations : the Solution to the Distinction Between Contract and Tort ?	278
2. Origin and Scope of Contract	280
3. Elements of a Contract	281
3.1. Offer and Acceptance	281
3.2. Invitation to Treat	282
3.3. The Carbolic Smoke Ball Offer	283
3.4. Intention to be Legally Bound	284
3.5. Consideration	284
3.5.1. Sufficiency of Consideration	285
4. Formation of Contracts	285

5. Privity of Contract	286
6. Formalities and Writing of Contracts (Statute of Frauds)	286
6.1. Unenforceable Contracts	287
6.2. Non est factum.....	288
7. Bilateral and Unilateral Contracts.....	288
8. Uncertainty, Incompleteness and Severance of Contracts.....	289
9. Contractual Terms	289
9.1. Classification of Terms	289
9.1.1. Condition or warranty	289
9.1.2. Status as a Term.....	290
9.1.3. Express and Implied Terms.....	290
9.1.3(a) Express Terms	290
9.1.3(b) Implied Terms	291
9.1.4. Standard Form Contracts (Excluding and Limiting Terms)	291
10. Setting Aside the Contract	292
10.1. Misrepresentation.....	292

12. L'interdiction de la torture : une obligation fondamentale en péril ? ..297

Par **Bernard-Raymond GUIMDO DONGMO**

I. L'interdiction <i>de jure</i> de la torture.....	299
A. L'interdiction dans l'ordre international.....	299
1. Les mesures d'ordre normatif.....	299
2. Les mesures d'ordre institutionnel.....	301
a. Les institutions universelles	301
b. Les institutions régionales.....	303
B. L'interdiction dans l'ordre national.....	304
1. L'intégration des textes internationaux dans les législations nationales.....	304
2. L'adoption de politiques volontaristes	306
II. L'effritement <i>de facto</i> de l'interdiction de la torture.....	306
A. La réception fluctuante de l'interdiction.....	307
1. La variabilité des appréhensions.....	307
2. La difficulté à établir la culpabilité des tortionnaires	307
B. La violation permanente de l'interdiction.....	310
1. La perpétuation de la pratique en période ordinaire.....	310
2. L'accentuation de la pratique en période de crise.....	312

13. L'application de l'obligation *in solidum* à la responsabilité du fait d'autrui.....315

Par **Grégoire JIOGUE**

I. Le rétrécissement du domaine d'application de l'obligation <i>in solidum</i> à l'égard de l'auteur du dommage et de son répondant	321
--	-----

Table des matières

A. L'inapplication de l'obligation <i>in solidum</i> en cas de fait non fautif de l'auteur du dommage	321
1. La consécration de la théorie du fait causal en matière de responsabilité parentale et l'inapplication corrélatrice de l'obligation <i>in solidum</i>	321
2. La non-extension de la théorie du fait causal à d'autres hypothèses de responsabilité du fait d'autrui et l'application de l'obligation <i>in solidum</i>	325
B. L'inapplication de l'obligation <i>in solidum</i> en l'absence de faute personnelle du préposé.....	330
II. L'élargissement possible du domaine d'application de l'obligation <i>in solidum</i> à l'égard des répondants d'autrui	337
A. L'élargissement possible par l'admission de la pluralité de répondants tenus sur un même fondement juridique.....	338
1. L'élargissement possible du domaine d'application de l'obligation <i>in solidum</i> sur le fondement de l'article 1384, alinéa 5, du Code civil	338
2. L'élargissement possible du domaine d'application de l'obligation <i>in solidum</i> sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1 ^{er} , <i>in medio</i> du Code civil.....	340
B. L'élargissement possible par l'admission du cumul des responsabilités du fait d'autrui fondées sur des textes différents.....	345
14. L'étendue de l'obligation de la caution en droit OHADA	353
<i>Par Yvette Rachel KALIEU ELONGO</i>	
I. L'encadrement de l'étendue de l'obligation par la généralisation du cautionnement déterminé.....	356
A. La portée traditionnelle de la distinction entre le cautionnement déterminé et le cautionnement indéterminé.....	356
B. La généralisation du cautionnement déterminé en droit OHADA	358
II. La flexibilité du régime de preuve de l'étendue de l'obligation de la caution.....	361
A. La mention manuscrite, élément de preuve de l'étendue du cautionnement	362
B. La preuve en cas d'absence ou d'insuffisance de la mention manuscrite : le retour aux règles classiques de preuve ?	365
15. L'obligation d'accommodement raisonnable dans le management de la diversité au Cameroun : une perspective juridique.....	369
<i>Par Emmanuel KAMDEM</i>	
<i>et Dupin CHETCHOUA KAMYAP</i>	
I. Portée et limites de la régulation juridique du management de la diversité	371
A. Clarifications conceptuelles	371
B. Quelques dimensions de la diversité consacrées en droit camerounais	372
C. Les limites de la régulation actuelle du management de la diversité au Cameroun	375

II. La mobilisation de l'obligation d'accommodement raisonnable dans la régulation de la diversité	378
A. L'obligation d'accommodement raisonnable : expériences internationales	379
B. Nécessité de la formalisation de l'obligation d'accommodement raisonnable en droit camerounais	383

16. Quelques remarques sur la nature des obligations en droit international de l'environnement 387

Par Emile Derlin KEMFOUET KENGNY

I. Des obligations diversifiées	391
A. Quant à leurs sources.....	391
1. Les sources principales	391
2. Les sources secondaires	395
B. Quant aux sujets	397
1. La distinction entre obligations bilatérales et obligations multilatérales	397
2. Vers une reconnaissance des obligations à caractère universel en droit international de l'environnement ?	399
II. Des obligations à la normativité imprécise	400
A. Un degré de précision variable	400
B. L'existence d'une procédure singulière de contrôle d'exécution et de réaction en cas de violation	402
1. Le contrôle de l'exécution des obligations.....	402
2. Les réactions en cas d'inexécution des obligations	404

17. L'obligation dans l'arbitrage OHADA 407

Par Gaston KENFACK DOUAJNI

I. Les devoirs des parties et des arbitres dans l'arbitrage OHADA	409
A. Les devoirs des parties.....	409
B. Les obligations des arbitres	410
II. Les obligations des Institutions d'arbitrage en droit OHADA	415
A. Le respect des règles éthiques par les Institutions d'arbitrage	415
B. La nécessité du respect par les Institutions d'arbitrage de leur règlement d'arbitrage	416

18. L'obligation d'informer les consommateurs 419

Par Jacqueline KOM

I. La protection des consommateurs par l'information	420
A. Les objectifs fondamentaux de l'obligation d'information.....	421
1. La protection du consentement du consommateur.....	421
2. La protection de la santé et de la sécurité grâce aux informations sur les produits ou services.....	422

Table des matières

B. Les difficultés d'atteindre les objectifs de protection des consommateurs par l'information	424
1. L'exécution de l'obligation de transmission des informations par les professionnels	424
2. L'accès des consommateurs aux informations	425
II. Les insuffisances du régime juridique de l'obligation d'informer	429
A. Le recours à la théorie des obligations	431
B. Le recours aux sanctions pénales	436
19. L'obligation : de quel droit et pour quelle fin ?	441
<i>Par Ernest-Marie MBONDA</i>	
I. Justifier la justification ou le devoir de légitimer l'obligation	443
II. Quelle argumentation pour la légitimation de l'obligation ?	446
1. La question de l'argumentation aujourd'hui	446
2. Argumentation et rhétorique	447
3. Argumentation positiviste et argumentation méta-juridique	450
20. La qualification du contrat en droit français.....	459
<i>Par Barthélemy MERCADAL</i>	
I. La qualification du contrat par les parties	460
A. Qualification indicative par les parties	460
B. Qualification contraignante pour le juge	463
II. La qualification du contrat par le juge	466
A. Légalité de la qualification	467
B. Concordance avec la volonté des parties	467
C. Prise en compte de l'obligation caractéristique du contrat	469
21. La vigueur de l'obligation implicite	473
<i>Par Isidore Léopold MIENDJIEM</i>	
I. La flexibilité des fondements théoriques de l'obligation implicite	476
A. La souplesse de la notion de bonne foi	476
B. Le dynamisme de la notion d'équité	478
II. Le contrat de travail, un champ privilégié des obligations implicites	481
A. Les obligations implicites classiques	481
1. Les obligations implicites à la charge du salarié	481
2. Les obligations implicites à la charge de l'employeur	483
B. Les obligations implicites émergentes	486

22. La force obligatoire du contrat à l'épreuve du droit des procédures collectives de l'OHADA.....489

Par Henri Désiré MODI KOKO BEBEY

I. La reconnaissance de la force obligatoire dans les procédures collectives de l'OHADA	492
A. La force obligatoire des contrats en cours	492
1. Le principe du maintien des contrats en cours	492
2. Le rejet implicite de l'imprévision	493
B. La force obligatoire des contrats nouvellement conclus	493
1. L'exécution des contrats au profit des créanciers de la masse.....	493
2. La force obligatoire du concordat.....	494
II. La méconnaissance de la force obligatoire du contrat dans les procédures collectives	496
A. La suspension des poursuites individuelles au regard de la force obligatoire du contrat.....	496
1. L'impossibilité d'exiger l'exécution de l'obligation.....	497
2. Une impossibilité momentanée	498
B. Les inopposabilités de la période suspecte au regard de la force obligatoire du contrat.....	498

23. L'obligation cambiaire501

Par Monique Aimée MOUTHIEU épouse NJANDEU

I. Les particularités liées à l'autonomie de l'obligation cambiaire.....	505
A. Le principe de l'indépendance des signatures	505
B. La règle de l'inopposabilité des exceptions	507
II. Les particularités liées à l'exécution de l'obligation cambiaire.....	510
A. Les garanties cambiaires	510
B. La solidarité cambiaire	512

24. L'obligation d'information de l'assuré515

Par Paulette MVOMO ELA

I. La déclaration du risque	516
A. La déclaration du risque lors de la conclusion du contrat	517
1. La proposition d'assurance.....	517
2. Les effets de la proposition d'assurance	518
B. La déclaration des circonstances nouvelles en cours de contrat.....	518
1. En cas d'aggravation du risque ou de création de nouveaux risques	519
2. En cas de diminution des risques	520
C. Les sanctions en matière de déclaration des risques	520
1. Les fausses déclarations intentionnelles	520
2. Les fausses déclarations non intentionnelles	523

Table des matières

3. Le retard dans la déclaration des aggravations de risques	524
II. La déclaration du sinistre par l'assuré.....	524
A. La forme de la déclaration	525
B. Les délais de la déclaration.....	525
C. Les sanctions	525
1. Les sanctions en cas de retard dans la déclaration du risque.....	525
2. Les sanctions en cas de fraude à l'assurance	526
25. Variations sur l'obligation de réparation : le régime applicable aux pollutions marines permet-il une indemnisation satisfaisante des victimes ?.....	531
<i>Par Martin NDENDE</i>	
I. Un droit de la responsabilité déséquilibré conduisant à une architecture désorganisée du droit à réparation.....	535
A. Pollution par hydrocarbures, un droit de la responsabilité et de la réparation perfectionné.....	535
1. Des mécanismes de responsabilité très élaborés contre les pollueurs.....	537
2. Un système d'indemnisation coordonné et opérationnel.....	539
3. Un dispositif original et perfectible de compensation par le biais du FIPOL.....	541
B. Lacunes et imperfections du droit applicable aux autres pollutions marines	544
1. Les pollutions d'origine nucléaire, un droit hybride et complexe.....	544
2. Les dommages par les marchandises nocives ou dangereuses, un droit peu consensuel et désespérément figé.....	545
II. Un éventail incomplet et évolutif de préjudices réparables	550
A. La prise en compte des préjudices économiques subis par les victimes	550
1. L'indemnisation des mesures de sauvegarde	550
2. Le préjudice économique des activités liées au littoral et à la mer.....	551
B. De la méconnaissance totale à la reconnaissance progressive du droit à réparation des dommages moraux et du préjudice écologique	552
1. Le caractère fondamentalement irréparable du « préjudice écologique pur ».....	553
2. L'indemnité initialement limitée aux mesures de restauration de la nature	554
3. L'affaire de l'Erika ou l'avènement d'une jurisprudence révolutionnaire en matière d'indemnisation des dommages moraux et du préjudice écologique	556

26. L'exécution forcée des obligations contractuelles entre Indigènes et Européens au Cameroun sous mandat français (1922-1946)565

Par Blaise Alfred NGANDO

I. Le privilège de l'exécution sur la personne devant l'insuffisance des garanties réelles offertes par indigènes	569
A. L'interdiction de la mise en gage des personnes au nom de la lutte contre l'esclavage	569
B. La réglementation spéciale de la contrainte par corps en matière de justice indigène	573
II. Les difficultés pour introduire l'exécution sur les biens dans la société indigène.....	576
A. Les difficultés en matière immobilière et l'avènement de l'immatriculation ..	577
B. Les difficultés en matière mobilière et l'avènement des sociétés de prévoyance.....	583

27. L'obligation de motivation des actes administratifs au Cameroun589

Par Eric Marcel NGANGO YOUNGBI

I. Fondements de l'obligation de motivation.....	592
A. Fondements téléologiques de l'obligation de motivation	593
1. Garantie au profit des administrés	593
2. Garantie au profit de l'Administration publique	593
3. Garantie au profit du juge	594
B. Fondements juridiques de l'obligation de motivation	595
1. Fondement constitutionnel.....	596
2. Fondement jurisprudentiel.....	597
3. Fondement législatif et réglementaire.....	598
II. Étendue de l'obligation de motivation	599
A. Actes soumis à l'obligation	599
1. Domaine des certitudes juridiques	599
2. Domaines des incertitudes juridiques	601
B. Exigences de la motivation	603
1. Exigences liées à la forme de la motivation.....	603
2. Exigences liées au fond de la motivation.....	605
III. Sanction du non-respect de l'obligation de motivation	607
A. Annulation/suspension de l'acte en cause	608
1. Annulation de l'acte en cause.....	608
2. Suspension de l'acte en cause	609
B. Réparation (dommages et intérêts)	609
1. Réparation prononcée par le juge administratif (illégalité fautive).....	609
3. Réparation prononcée par le juge judiciaire (la voie de fait).....	611

Table des matières

28. L'obligation de bonne foi dans le droit OHADA : analyse à partir de la vente commerciale.....	613
<i>Par Gérard NGOUTSA ANOU</i>	
I. Un standard juridique nécessaire à l'équilibre contractuel.....	617
A. L'équilibre des valeurs : entre sécurité et égalité.....	617
B. L'équilibre des intérêts : entre sécurité et justice du cas concret.....	621
II. Un standard aux contours fuyants	624
A. La nécessité de la mesure de la bonne foi	624
B. La nécessité d'une définition du domaine de la bonne foi.....	627
29. L'obligation de rendre compte du Président de la République : réflexions à partir de la révision constitutionnelle du 14 avril 2008	629
<i>Par Marcelin NGUELE ABADA</i>	
I. Le réaménagement de l'obligation de rendre compte du président de la République opérée par la révision constitutionnelle du 14 avril 2008.....	636
A. Le président de la République, justiciable devant la Haute Cour de Justice ..	636
1. La reddition des comptes pendant le mandat : une éventualité compliquée	636
2. La reddition des comptes après le mandat : une modalité écartée.....	641
B. Le président de la République, éventuel obligé des juridictions ordinaires ..	642
1. Une justiciabilité apparemment résolue	642
2. ... Mais une justiciabilité qui reste discutable	644
II. Le maintien sous surveillance de l'obligation de rendre compte du président de la République consacrée par la révision constitutionnelle du 14 avril 2008.....	645
A. La possibilité ouverte de la reddition politique des comptes du président de la République	645
1. Une reddition des comptes opérée par l'intermédiaire des membres du gouvernement	645
2. Une reddition des comptes réalisée à l'occasion des consultations électorales et référendaires.....	646
B. L'éventualité ouverte d'une reddition juridique des comptes du président de la République	648
1. La perspective d'une reddition des comptes opérée dans le cadre des juridictions nationales ordinaires	648
2. La possibilité d'une reddition des comptes envisagée dans le cadre des instances internationales	649
30. Le dessaisissement de l'obligé	657
<i>Par René NJEUFACK TEMGWA</i>	
I. Renforcer l'obligation de s'exécuter opposée au débiteur	659
A. Inciter le débiteur au paiement.....	660

B. Vaincre l'inertie du débiteur.....	662
II. Affiner l'obligation de juger	666
A. Dessaisissement normal de la fonction de juger	666
B. Dessaisissement précoce de la fonction de juger	672
31. L'obligation de dédouanement du commissionnaire en douane agréé dans la CEMAC.....	675
<i>Par Beauclair NJOYA NKAMGA</i>	
I. La dette du commissionnaire en douane agréé.....	679
A. Les figures de l'obligation de dédouanement du CAD dans la CEMAC.....	679
1. L'obligation du CAD dans ses rapports avec la Douane	680
2. L'obligation du CAD dans ses rapports avec son mandant, importateur ou exportateur	682
B. Les déformations du lien obligatoire du CAD.....	689
1. L'utilisation de l'ordre de transit dans la pratique douanière.....	689
2. La généralisation du contrat de commission et donc du mode de représentation indirecte.....	690
3. L'extension du rôle des CAD dans le cadre des réglementations nationales : le cas particulier du contentieux sur les acquits-à-caution.....	690
II. L'engagement du commissionnaire en douane agréé.....	692
A. Un régime de responsabilité clair-obscur	692
1. Le clair régime	692
2. L'obscur régime	695
B. La nécessité d'une réforme du régime du mode de représentation du CAD dans la CEMAC.....	698
1. La consécration de la possibilité de choix entre les deux modes de représentation	698
2. La nécessité d'une forte réaffirmation du possible recours au mode de représentation directe.....	699
32. L'obligation de réparation intégrale du préjudice : une application originale en matière d'accident de la circulation dans l'espace CIMA	703
<i>Par Etienne NSIE</i>	
I. L'étendue de la réparation due aux ayants droit.....	706
A. La détermination du préjudice des ayants droit	706
B. La réparation intégrale du préjudice des ayants droit	709
II. La mise en œuvre de la réparation due aux ayants droit	711
A. L'application distributive du droit spécial et du droit commun	711
B. La portée de l'application distributive	713

Table des matières

33. Du devoir de la Paix à l'obligation de la Guerre : la dynamique entre Guerre et Paix dans les relations internationales	717
<i>Par Joseph Vincent NTUDA EBODÉ</i>	
I. La Société des Nations et l'interdiction de faire la guerre au nom de la paix	720
II. Les Nations Unies et l'obligation de faire la guerre au nom de la paix	721
A. L'exercice par des moyens pacifiques	722
B. L'action par des moyens militaires	723
C. La responsabilité de protéger comme élargissement de la base des conditions de possibilité d'une guerre	725
34. Les obligations étatiques en vertu des conventions internationales en matière de droits de l'homme. Une synthèse critique	727
<i>Par Alain Didier OLINGA</i>	
I. Les acquis relativement stabilisés au sujet des obligations conventionnelles des États en matière de droits de l'homme	730
A. L'obligation de mise en œuvre des conventions ou le jeu de la règle classique <i>pacta sunt servanda</i>	730
B. L'obligation de mettre en œuvre les énoncés des mécanismes chargés du contrôle international des conventions	734
II. Les aspects grevés d'un coefficient d'incertitude au sujet des obligations en matière de droits de l'homme	737
A. Les incertitudes concernant les obligations objectives en matière de droits de l'homme	737
B. La portée incertaine du recours à la construction des obligations positives ..	741
C. Obligations de moyen ou obligations de résultat ? Les tiraillements entre ambitions de protection et contraintes techniques	746
35. Les linéaments d'une théorie générale des obligations nées des contrats commerciaux du droit OHADA	749
<i>Par Félix ONANA ETOUNDI</i>	
I. La problématique de la catégorisation des contrats commerciaux du droit OHADA	752
A. Identification et définition des contrats commerciaux du droit OHADA	752
1. Le contrat de vente commerciale	753
2. Le contrat de location-gérance du fonds de commerce	754
3. Le contrat de cession du fonds de commerce	754
4. Le contrat de bail à usage professionnel	755
5. Le contrat de société commerciale	756
6. Le contrat de société coopérative	756
7. Le contrat de transport de marchandises par route	757
8. Les contrats d'intermédiaires de commerce	757

9. Le contrat de sûreté conventionnelle	758
B. Un difficile ordonnancement des contrats commerciaux du droit OHADA	759
1. Les contrats structurels d'organisation de l'activité économique	760
2. Les contrats de services	761
3. Les contrats mixtes de droit OHADA	761
II. La conceptualisation d'une théorie générale des obligations née des contrats commerciaux du droit OHADA	762
A. L'idée d'une théorie générale des contrats commerciaux du droit OHADA ne manque pas d'arguments	762
1. La conceptualisation d'une théorie générale des contrats commerciaux en droit OHADA n'est ni absurde ni insolite	764
2. Le débat sur l'autonomie du droit commercial n'est ni une éclipse ni un dépassement en droit OHADA	764
B. L'émergence d'une théorie générale des contrats commerciaux, première étape vers l'harmonisation à terme du droit commun des obligations dans l'espace OHADA ?	767
36. Obligations de service public, qualification des contrats publics d'affaires et office du juge du référé précontractuel : Propos sur un arrêt précurseur du Conseil d'État français.....	775
<i>Par Alain ONDOUA</i>	
I. L'identification relativement classique d'une convention de délégation de service public	778
A. Le transfert de la gestion du service communal de restauration scolaire et des loisirs	778
B. Une rémunération couplant redevances et participations financières des collectivités publiques	779
II. Le juge du référé précontractuel : un juge de plein contentieux objectif atypique.....	782
A. Une conception finaliste de l'office du juge du référé précontractuel.....	783
B. Des pouvoirs entiers non contraints par les conclusions de la requête	785
37. L'obligation déclarative en droit fiscal camerounais	793
<i>Par Gérard Martin PEKASSA NDAM</i>	
I. L'essence normatrice de l'obligation déclarative	796
A. L'essence matérielle de l'obligation déclarative	796
1. L'objet de l'obligation déclarative	797
2. Le sujet de l'obligation déclarative	798
B. L'essence temporelle de l'obligation déclarative	800
1. Les obligations déclaratives d'échéance multiple	800
2. Les obligations déclaratives d'échéance unique	801
II. L'incidence correctrice de l'obligation déclarative.....	802

Table des matières

A. L'incidence des sanctions fiscales	803
1. La typologie des manquements	803
2. La typologie des sanctions.....	803
B. L'incidence des sanctions pénales.....	805
1. Les faits incriminés	805
2. La procédure répressive.....	806
38. L'exécution forcée des obligations de faire résultant des pactes de préférence dans les cessions d'actions.....	809
<i>Par Abdoulaye SAKHO</i>	
I. L'exécution forcée d'un pacte de préférence : évolution du droit français	816
A. Le refus de l'exécution forcée en nature : un principe ébranlé.	818
B. L'évolution des conditions de l'exécution forcée : l'assouplissement des exceptions	820
II. Le Droit sénégalais et l'exécution forcée d'un pacte de préférence.....	822
A. Le droit commun de l'exécution forcée d'une obligation de faire (le droit des obligations)	822
1. Le droit positif de l'exécution forcée d'une obligation de faire.....	823
2. Le futur droit de l'exécution forcée d'une obligation de faire (articles 7/9 et 7/19 de l'avant-projet OHADA sur le droit des contrats).....	826
B. Le droit spécial de l'exécution forcée du pacte de préférence.....	829
1. L'exécution forcée d'un pacte de préférence dans le droit positif du contrat de vente	830
2. L'exécution forcée d'un pacte de préférence dans les cessions d'actions en droit spécial des sociétés.....	831
39. La remise en cause des obligations en droit des procédures collectives par la « règle du zéro heure » en Afrique francophone	835
<i>Par Filiga Michel SAWADOGO</i>	
I. Les fondements et la portée classiques de la règle	840
A. Les fondements de la règle	840
1. En droit français	840
2. En droit OHADA	841
B. La portée de la règle	842
1. La différence avec les inopposabilités de la période suspecte	843
2. Les avantages et les inconvénients	844
II. L'apport du règlement : la dérogation en faveur des systèmes de paiement.....	846
A. Les sources de la dérogation.....	846
1. Les rencontres de Bâle	846
2. Le droit européen et le droit français	847
B. La formulation de la dérogation.....	849
1. Le règlement de l'UEMOA.....	849

2. Le règlement de la CEMAC.....	850
III. Les conflits de normes communautaires.....	852
A. Un conflit apparemment inextricable.....	852
1. L'inutilité du recours à la hiérarchie logique.....	852
2. L'absence de critères à force juridique pour des normes se situant au même niveau.....	853
B. ...mais qui doit néanmoins être résolu	854
1. Le recours au droit commun de résolution des conflits de lois	854
2. L'interprétation conciliatrice	855
40. L'obligation de production des comptes des comptables publics dans l'office du juge des comptes : Un corridor clair-obscur à la chambre des comptes de la Cour Suprême du Cameroun.....	857
<i>Par Célestin SIETCHOUA DJUITCHOKO</i>	
I. Illusion partielle des sources de l'obligation de production des comptes	862
A. Imprécision de l'article 26 de la loi du 21 avril 2003	862
B. Précisions d'autres dispositions de la loi du 21 avril 2003	865
II. Réalité de l'obligation de production des comptes.....	866
A. Lien d'obligation.....	866
B. Sanctions de l'obligation.....	870
41. L'obligation de requérir l'avis conforme de la COBAC	875
<i>Par Sylvain SOUOP</i>	
I. Le domaine d'application de l'avis conforme de la COBAC	879
A. Les questions soumises à l'avis conforme	879
1. Les matières prévues par la réglementation communautaire.....	880
a. L'adoption des normes plus sévères par les autorités monétaires nationales	880
b. Les agréments des opérateurs, dirigeants et commissaires aux comptes.....	880
2. Les matières prévues par la législation nationale	883
a. La création d'un fonds de garantie de l'affacturage	883
b. La mise sous restructuration d'un établissement de crédit.....	883
B. Les personnes tenues de solliciter l'avis conforme de la COBAC	884
1. L'autorité monétaire nationale	884
2. Les établissements assujettis	885
II. La force obligatoire de l'avis conforme de la COBAC.....	886
A. Les manifestations de la force obligatoire de l'avis conforme de la COBAC.....	886
1. La contrainte de l'avis conforme de la COBAC	886
a. L'avis conforme s'impose à l'autorité requérante.....	886
b. L'autorité requérante reste cependant juge de l'opportunité de l'acte administratif à prendre.....	887

Table des matières

2. L'immutabilité de l'avis conforme de la COBAC.....	888
3. L'avis conforme est un acte préparatoire qui ne peut faire l'objet d'un recours, mais peut être annulé par ricochet.....	888
B. L'intensité de l'avis conforme de la COBAC.....	889
1. La primauté du droit communautaire.....	890
2. L'application immédiate et l'effet direct du droit communautaire	890
42. L'obligation de cohérence dans l'information précontractuelle : l'éclairage du droit des marchés financiers	893
<i>Par Michel STORCK</i>	
I. L'obligation de cohérence et la publicité portant sur des produits financiers	896
A. Réglementation légale de la publicité dans la commercialisation de produits de gestion collective	897
B. L'exigence de cohérence des documents publicitaires avec l'investissement	899
II. L'exigence de cohérence des documents publicitaires avec l'information « légale »	900
A. Principe de cohérence des documents publicitaires avec l'information légale	901
B. Vers un principe général de cohérence de l'information précontractuelle....	902
43. Reflections on failure to respect obligations in the process of company formation under ohada law	907
<i>By Simon TABE TABE</i>	
1. Civil liability in relation to company formation under the Uniform Act.....	909
1.1. Civil responsibility of founders and First directors	910
1.2. Civil liability for non-compliance with the Articles of Association	911
1.3. Civil liability in case of nullity of the company	912
1.4. Liability for torts.....	913
1.5. Liability to third parties	914
1.6. Liability for gross-over-valuation of contributions in kind	915
1.7. Liability to the company	916
1.8. Liability for failure to pay up shares.....	917
2. Criminal responsibility for company formation under the OHADA Uniform Act Relating to Commercial Companies and Economic Interest Groups	918
2.1. Offences directly connected to the formation of companies under the Uniform Act	919
2.1.1. False declaration by the Notary.....	919
2.1.2. The submission of a fictitious list of shareholders or subscription bulletins.....	920
2.1.3. Simulation of subscription and deposit of funds	921
2.1.4. Publication of false facts	922
2.1.5. Fraudulent assessment of contributions in kind above the real value ..	923

2.2. Offences indirectly connected to the formation of companies under the Uniform Act	924
2.2.1. Offences relating to the issue of shares	924
2.2.2. Offences connected to the negotiation of shares	925
2.2.3. Offences relating to public calls for capital	926
44. Aux frontières de l'obligation de soumettre aux arbitres le différend visé par la convention d'arbitrage : les mesures provisoires ou conservatoires.....	929
<i>Par Jean-Marie TCHAKOUA</i>	
I. La question de la compétence pour prendre les mesures provisoires ou conservatoires	933
A. La compétence exclusive de l'arbitre ou du juge étatique	933
B. La compétence concurrente de l'arbitre et du juge étatique	935
II. La question de l'efficacité des mesures provisoires ou conservatoires	936
A. L'exécution forcée des mesures provisoires ou conservatoires	937
B. Les voies de recours contre la décision ordonnant les mesures provisoires ou conservatoires	940
45. Réflexion sur l'obligation démocratique des États membres de l'Union africaine.....	943
<i>Par Augustin TCHAMENI</i>	
I. L'obligation constitutionnelle	948
A. L'obligation constitutionnelle dans les changements de gouvernement	949
B. L'obligation constitutionnelle dans le maintien au pouvoir	953
II. L'obligation électorale	955
A. L'obligation électorale dans l'accession au pouvoir	956
B. L'obligation électorale dans le retour à l'ordre constitutionnel	959
46. L'obligation du juge national face au droit communautaire de l'OHADA.....	965
<i>Par Henri TCHANTCHOU</i>	
I. La vocation communautaire des juges nationaux de fond	969
A. La garantie de l'efficacité du droit de l'OHADA par le juge national de fond	970
1. Le contrôle de la conformité communautaire du droit national par le juge de fond	970
2. Le respect de la primauté du droit uniforme par le juge national de fond	972
B. La garantie de l'effectivité du droit de l'OHADA par le juge national de fond	976
1. L'application obligatoire du droit de l'OHADA par le juge national	976

Table des matières

2. L'application directe des normes de droit OHADA par le juge national.....	978
II. L'éthique communautaire des juridictions nationales supérieures.....	980
A. La coopération du juge national suprême à l'application du droit de l'OHADA.....	982
1. Le respect du principe d'incompétence des juridictions nationales supérieures.....	982
2. Le contrôle de l'application des sanctions pénales complémentaires du droit de l'OHADA.....	985
B. La contribution des juridictions nationales souveraines au déploiement du droit de l'OHADA dans les ordres internes.....	987
1. Le contrôle principal de la conformité des lois au droit communautaire.....	988
2. Le contrôle <i>a posteriori</i> de l'adéquation constitutionnelle des normes communautaires	991
47. L'obligation du banquier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme en UEMOA et CEMAC : mort ou agonie du secret bancaire ?	995
<i>Par Manuel Roland TCHEUMALIEU FANSI</i>	
I. Nécessaire définition des infractions cibles et obligation préventive de vigilance du banquier à l'égard de tout nouveau client	997
A. Bases légales des infractions de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme en CEMAC et en UEMOA.....	998
1. Le blanchiment des capitaux.....	998
2. Le financement du terrorisme	1001
B. Le rôle préventif du banquier : le renforcement de l'obligation de vigilance du banquier à l'égard de tout nouveau client	1002
1. Obligation d'identification et de connaissance approfondie de tout nouveau client.....	1002
2. Le renforcement de l'obligation de vigilance du banquier en ce qui concerne l'acceptation des clients PPE	1004
II. Indispensable rôle du banquier dans le dispositif de lutte contre blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme : obligation de déclaration de suspicion et ses suites	1006
A. Les destinataires de la déclaration du banquier en matière de blanchiment et de financement du terrorisme et leurs attributions	1007
1. Les destinataires de la déclaration en zone UEMOA	1008
2. Les destinataires de la déclaration en zone CEMAC	1009
B. Le contenu de la déclaration du banquier en matière de blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme et ses suites	1010
1. Le contenu de la déclaration de suspicion du banquier.....	1010
a. Le contenu de la déclaration de suspicion en zone CEMAC.....	1010
b. Le contenu de la déclaration de suspicion en zone UEMOA	1012

2. Les suites de la déclaration au regard de la responsabilité du banquier : irresponsabilité civile et pénale en cas de déclaration de bonne foi.....	1013
--	------

48. Les obligations du tiers saisi dans la saisie-attribution des créances 1017

Par Me TWENGEMBO

I. L'obligation de renseignement du tiers saisi	1019
A. L'étendue de l'obligation de renseignement.....	1020
B. Les sanctions de l'obligation de renseignement.....	1026
1. La validité de la saisie	1027
2. L'existence d'une dette à la charge du tiers saisi.....	1030
3. La nature du manquement	1031
II. La mise en œuvre des moyens de défense du tiers saisi	1036
A. Intérêt du tiers saisi à se prévaloir d'un moyen de défense	1036
B. Délai imparti au tiers saisi pour invoquer un moyen de défense	1039

49. L'obligation de faire et le droit pénal : Réflexion à partir du délit d'omission de porter secours à personne en péril 1041

Par Spener YAWAGA

I. Les conditions relatives à la situation du créancier de l'assistance	1049
A. L'existence d'un péril de mort ou de blessures graves	1049
1. L'existence d'un péril	1049
a. La notion de péril	1049
b. La provenance du péril.....	1052
2. La gravité du péril	1054
B. La victime du péril : une personne.....	1055
II. Les conditions relatives au débiteur de l'assistance.....	1056
A. La conscience du péril	1057
1. La nécessité de constater la conscience du danger.....	1057
2. Une absence de danger pour soi ou pour autrui.....	1061
B. Le défaut d'assistance.....	1062
1. Le droit d'option du débiteur	1062
2. La qualité de l'assistance exonératoire de responsabilité.....	1064

Envoi : La variabilité et la stabilité de l'obligation juridique 1067

I. La stabilité du variable	1068
II. La variabilité du stable	1070

Liste des souscripteurs..... 1075

Table des matières 1083